

Rouen : Contre la relance du nucléaire

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 20 septembre 2024

Du vendredi 11 au dimanche 13 octobre 2024, se déroulera un week-end antinucléaire à Rouen et à Penly. Cet événement national, à l'appel de la coordination antinucléaire veut dénoncer la relance de l'industrie nucléaire en France avec son cortège d'inconvénients et de dangers. ENSEMBLE! est partie prenante de cette mobilisation.

**Manifestation à l'appel de la coordination nationale :
à Rouen contre la relance du nucléaire**

Par **Jean-Marie Fouquer**. Le 25 juillet 2024.

Le nucléaire est de nouveau à l'ordre du jour :



- Six projets de nouveaux réacteurs nucléaires (EPR2) à Penly, Gravelines et au Bugey
- Maintien en fonction des vieux réacteurs
- « Modernisation » de l'arsenal nucléaire militaire français
- À la Hague, 2 nouvelles piscines d'entreposage de combustible usé prévues, et de nouvelles usines envisagées pour l'extraction du plutonium
- Projet de méga poubelle radioactive à Bure.

« Le lobby nucléaire veut prolonger son cortège de méfaits, de crimes environnementaux et de pollutions ! »

Il est temps d'y mettre un terme !

Pour cela, la coordination antinucléaire organise un week-end

de mobilisations contre la relance du nucléaire à Rouen, du 11 au 13 octobre ! Une [mobilisation organisée par la Coordination Antinucléaire](#) à laquelle ENSEMBLE! s'associe.

Nous nous retrouverons à quelques kilomètres du site nucléaire de la centrale de Penly, supposé accueillir la première paire de réacteurs EPR2.

Une première manifestation a déjà eu lieu, à Caen le 23 mai 2024.

Faisons de ce nouvel événement un symbole de notre résistance face au nucléaire. Les nouveaux réacteurs ce ne sera ni à Penly ni ailleurs

!¹<http://stopeprpenly.org/manifstation-a-lappel-de-la-coordination-nationale-a-rouen-contre-la-relance-du-nucleaire/>

[Retrouvez l'appel à mobilisation complet ici](#)

Comment en est-on arrivé là ?

Un retour en arrière
s'impose

Avec les projets d'EPR, le maintien en fonction des vieux réacteurs et la "modernisation" des bombes atomiques, le lobby nucléaire veut prolonger son cortège de méfaits de crimes et de pollutions.

**LA RELANCE DU NUCLÉAIRE, C'EST NON !
CAR LE NUCLÉAIRE EST**
TROP POLLUANT, TROP CONSOMMATEUR D'EAU,
TERRIBLEMENT RISQUÉ, TROP VULNÉRABLE,
TROP LENT ET TROP COÛTEUX !

Oui à la sobriété et l'efficacité énergétique.
Oui à des énergies propres et renouvelables.
La France doit signer le Traité d'interdiction
des armes nucléaires et commencer
dès maintenant leur démantèlement.

À ROUEN, SAMEDI 12 OCTOBRE 2024
Village festif de 10h30 à 14h, pique-nique à 13h
Déambulation dans la ville de 14h 30 à 17h

À PENLY, DIMANCHE 13 OCTOBRE
Plantation de bâtons antinucléaires devant la centrale,
sur le site prévu pour l'implantation de deux EPR
Ne pas enfuir sous la voie publique.

Le 10 février 2022 à Belfort, Emmanuel Macron avait annoncé la **construction de 6 EPR2** – la version simplifiée de l'EPR de Flamanville –, et le lancement d'études pour la construction de 8 EPR2

« *additionnels* »²<https://www.vie-publique.fr/discours/283773-emmanuel-macron-10022022-politique-de-lenergie>. Les trois premières paires seront construites à Penly (Seine-Maritime), à Gravelines (Nord) et au Bugey (Ain).

Le président de la République a également mis 1 milliard d'euros sur la table pour le **développement de petits réacteurs modulaires (SMR)** et affirmé sa volonté de « *prolonger tous les réacteurs qui peuvent l'être* » parmi les cinquante-six actuellement en activité.

Cependant, un débat public – programmé du 27 octobre 2022 au 27 février 2023 – était censé éclairer et préparer les choix politiques en matière de mix énergétique. Il portait plus précisément sur la construction de six nouveaux réacteurs.

Mais, le gouvernement n'a pas attendu la fin du débat pour faire des annonces et proposer un texte législatif pour accélérer la construction de centrales. Une démarche jugée « *inopportune* » par la présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP), Chantal Jouano.

En effet, au même moment, le gouvernement présentait un projet de loi sur l'accélération du nucléaire, comme s'il y avait urgence absolue et qu'on ne pouvait attendre quelques mois les conclusions des discussions ouvertes entre experts et citoyens. Il forçait le pas en prenant un tournant majeur de politique énergétique, au détour d'un amendement au Sénat : la suppression de l'objectif de réduction de la part du nucléaire à 50 % du mix électrique.

Le débat public est ainsi apparu comme « *une mascarade* », selon les termes des opposants à la relance du nucléaire. Ceux-ci – qui avaient joué le jeu et décidé de participer au débat public – s'en sont retirés en janvier.

Finalement, la loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes a été promulguée le 22 juin 2023³<https://www.vie-publique.fr/loi/286979-acceleration-du-nucleaire-loi-du-22-juin-2023-epr2>.

Des choix néfastes

Les choix faits par M. Macron et la classe dirigeante française sont néfastes, tant sur le plan économique qu'écologique.

Ils veulent imposer la construction de réacteurs EPR2. Leur

conception n'en est pourtant pas encore achevée. De plus, les projets précédents – à Flamanville, en Finlande et au Royaume-Uni – se sont caractérisés par des retards et des dépassements de coûts.

Ils espèrent relancer le nucléaire à l'heure où la filière française est au bord de la faillite. EDF subit des pertes historiques, un endettement record, des installations de retraitement saturées et en mauvais état, des incertitudes techniques sur les déchets nucléaires de Cigéo. Ce dernier projet contesté d'enfouissement des déchets a un coût énorme.

Puisque les capitaux privés ne financeront pas le projet EPR2, la seule solution consistera à trouver les dizaines de milliards nécessaires au fonctionnement des réacteurs jusqu'aux années 2040 auprès des contribuables et de l'épargne populaire...

Des choix qui passent à côté des enjeux

Tout l'argent investi dans l'impasse du nucléaire ne le sera pas ailleurs. Pourtant, la rénovation énergétique et les mesures d'économie d'énergie sont essentielles.

N'oublions pas que la France s'est engagée à réduire, d'ici à 2030, ses émissions de 55 % par rapport aux niveaux de 1990. Or, au cours des dernières années, elle a régulièrement dépassé les plafonds d'émissions qu'elle s'était fixés. Comme le dit le Conseil d'État : « Réduction des émissions de gaz à effet de serre : le compte n'y est pas »

Toute l'énergie politique dépensée à favoriser l'énergie atomique en 2040 fait que nous ne faisons pas ce qu'il faudrait faire aujourd'hui pour le climat.

Tous les pays du monde font le choix des énergies renouvelables (solaire et éolien). Privilégier le nucléaire signifie que nous allons passer à côté de la mutation énergétique en cours.

Le coût de production du mégawattheure des EPR2 serait de l'ordre de 110 à 150 euros. Celui des énergies nouvelles est de l'ordre de 40 à 60 euros. En s'obstinant dans des EPR2 M. Macron et les nucléaristes gaspillent l'argent public.

La crise écologique et climatique impose des choix opposés à ceux de Macron et son monde !

Pour compléter, vous pouvez lire sur notre site :

- **Texte adopté sur la question du nucléaire**